

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors de la séance d'ouverture de la 14ème conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, sur l'aide au développement des pays africains, le marché des matières premières et le règlement de la dette, Antibes, vendredi 11 décembre 1987.

Messieurs les présidents,

- Mesdames et messieurs,

- En ouvrant cette XIVème conférence des chefs d'Etats d'Afrique et de France, je tiens à vous dire à la fois les remerciements que je vous dois et la France avec moi, l'agrément que j'ai de vous recevoir et ce n'est pas la première fois.

- Oui, j'éprouve à vous rencontrer le sentiment constamment éprouvé depuis les jours déjà anciens où avec la plupart d'entre vous nous avons commencé de travailler en commun aux intérêts qui sont les nôtres. Votre présence atteste mieux que toute déclaration ou que tout autre témoignage la force des liens qui nous unissent et la vigueur de l'entreprise lancée il y a presque quinze ans par certains d'entre vous qui sont ici présents et que je salue.

- Vous étiez de ceux-là, monsieur le Président de la République du Togo `général Eyadéma`, et vous me donniez l'an dernier le plaisir de nous retrouver dans votre belle capitale `Lomé`. Je crois pouvoir me faire l'interprète de nous tous en vous adressant une fois encore nos remerciements les plus chaleureux pour l'excellence de votre accueil et l'importance du travail accompli.

- Je remercie également les chefs de délégations d'avoir bien voulu malgré les énormes tâches qui sont les leurs se rendre dans mon pays jusqu'à cette ville d'Antibes, ville d'histoire, ville de culture, ouverte au vent du large et tournée vers votre continent.

- Chacun d'entre nous a conscience de prendre part à d'utiles travaux, mais aussi il faut que vous sachiez que chacun d'entre vous est le bienvenu en France, qu'il appartienne comme c'est le cas du plus grand nombre à la grande famille francophone ou qu'il soit issu d'autres traditions qui sont d'ailleurs avant tout africaines. Et c'est la démarche commune de l'Afrique et de la France qui reste la raison d'être de nos rencontres, démarche originale, informelle, attentive au présent, lucide, je l'espère, pour l'avenir.

- Démarche sans prétention excessive et surtout pas celle d'empiéter sur la compétence de quiconque, ni de substituer notre forum aux autres enceintes internationales. Il existe par exemple l'Organisation de l'unité africaine `OUA` qui est seule habilitée à engager l'ensemble de l'Afrique et à la représenter dans le reste du monde.

Ce sommet est une manière de traduire notre solidarité et nous donne l'occasion de mieux comprendre les grandes questions, celles qui nous sont communes et auxquelles plus que jamais nous devons apporter des réponses cohérentes et réfléchies.

- Quelles sont donc, messieurs les chefs d'Etats, messieurs les chefs de gouvernements, mesdames et messieurs les chefs de délégations, ces grandes interrogations ?

- Les Etats africains ont vu depuis quelques années s'accumuler sur eux les coups du sort et les conséquences des dérèglements des marchés internationaux, monétaires et commerciaux : sécheresse puis invasion des acridiens dans le Sahel, effondrement des cours des matières premières, des produits agricoles d'exportation, pertes nettes de change dues aux fluctuations du dollar, effets, pervers parfois, sur les productions céréalières d'une aide alimentaire distribuée parfois à contre-temps. J'arrête là ces énumérations.

- En 1987 la situation dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne a continué de se dégrader au point que cette partie du continent paraît sur le point d'entrer dans une sorte de spirale descendante. Sa part dans le commerce mondial régresse, son rôle se réduit progressivement à la production de matières premières dont le monde développé apprend à devenir plus économe. Elle dépend de plus en plus d'une aide extérieure elle-même devenue déjà moins assurée. Face à la diversité et à la complexité des problèmes posés, il n'existe pas de solution unique et générale, quoi qu'il faille en même temps modérer ce propos : des solutions communes sont nécessaires, les problèmes doivent être examinés dans leur ensemble et leurs résolutions dépendent le plus souvent de l'examen des situations particulières de chaque pays parce que chaque pays a sa chance de développement. Mais pour nous tous, c'est l'établissement d'un certain ordre économique international et la définition d'une politique cohérente adaptée à la situation spécifique de l'Afrique qui compte.\

La croissance économique est indissociable de l'environnement international et qu'observons-nous à cet égard ?

- Partout c'est le désordre, il n'y a plus aucun système `SMI`. Celui qui existait a fait ses preuves pendant vingt-cinq ans. Ce n'est pas lui qu'il faudrait aujourd'hui proposer, mais alors, il en faut un autre ! Les pays industrialisés dans ces matières ont une responsabilité déterminante. Nous vivons une période de turbulences monétaires et financières qui démontre s'il en était encore besoin l'urgence qu'il y a à corriger les déséquilibres qui persistent au sein du monde industrialisé. Résorber les déficits commerciaux, désamorcer le protectionnisme, abaisser les taux d'intérêts réels de l'argent, atténuer les variations des taux de change, telles sont nos tâches prioritaires et il me paraît clair que seul un renforcement de la concertation internationale nous permettra de les mener à bien et d'assurer l'indispensable stabilisation de l'environnement économique.

- A l'évidence, la crise actuelle n'exonère en rien, bien au contraire, les pays industrialisés de l'engagement qu'ils ont contracté de promouvoir une croissance plus équilibrée des pays en développement à commencer par les plus défavorisés d'entre eux qui sont il faut le dire le plus souvent en Afrique.

- Bref, l'Afrique cumule bien des difficultés. L'extrême dépendance de certains pays à l'égard des recettes ô combien instables que leur procure une ou deux matières premières n'est pas l'une des moindres. Tandis que diminue régulièrement dans le commerce mondial la part des produits de base non pétroliers, leurs prix n'ont pas été aussi bas depuis un demi siècle. En 1980 et 1986, la chute des prix représente un manque à gagner de 90 milliards de dollars de recette d'exportation. De surcroît les fluctuations excessives des cours des produits de base font échec à toute gestion rationnelle de l'économie d'un pays. Vous savez bien que le problème est fondamental. Et c'est pourquoi il est soumis cette année, à un examen particulier de votre part. Il est en effet indispensable que nous poursuivions nos efforts pour stabiliser les cours des matières premières et pour assurer un meilleur fonctionnement des marchés.\

`Suite sur le marché des matières premières`

- Les accords de produits conservent toute leur valeur. Ils constituent le -cadre privilégié d'une action concertée entre producteurs et consommateurs pour atténuer des variations de prix trop brutales et je souhaite à cet égard, que tout soit mis en oeuvre pour que les accords de produits existant, je pense au cacao, au café, au caoutchouc naturel, fonctionnent correctement. Quant à l'opportunité d'une extension de ces accords, elle doit s'apprécier produit par produit. Des groupes consultatifs peuvent être mis en place à cette fin, comme l'a recommandé justement la septième CNUCED au mois de juillet de cette année. L'important, quelle que soit la voie choisie, est que nous assurions une plus grande transparence un fonctionnement moins cabotique des

est que nous assions une plus grande transparence, un fonctionnement moins capricieux des marchés, de façon que l'offre s'ajuste mieux à la demande et que les cours cessent d'être exagérément erratiques. Cette volonté implique que nous engagions parallèlement d'autres actions pour aider les pays producteurs à valoriser leurs produits, à accroître la compétitivité, à améliorer la commercialisation et la distribution, ainsi que, le cas échéant, à diversifier leurs exportations.

- L'un des volets du fonds commun répond très précisément à cet objectif. L'entrée en vigueur de cet accord, dont je souhaite qu'elle intervienne le plus tôt possible, est incontestablement un pas dans la bonne direction. Mais vous le savez bien, le problème des matières premières ne doit pas être traité de façon isolée, et il me paraît nécessaire de chercher à mieux intégrer l'action en faveur des produits de base dans les programmes d'ajustement structurel en cours. La proposition française, formulée en avril dernier à Washington, de création de ce qu'on appelle, dans ce langage toujours un peu abstrait, un peu technocratique, mais enfin je reprends les termes qui sont connus de tous, de tous les spécialistes, la création d'un guichet concessionnel, dans le -cadre de la facilité compensatoire du Fonds monétaire international n'a pas d'autre objectif. A défaut, il me semble indispensable de prendre en compte la dimension matière première dans le -cadre d'une facilité d'ajustement structurel suffisamment élargie. De même la Banque mondiale doit être encouragée à développer ses activités de conseil et de financement en matière d'investissements, dans le secteur des produits de base. La banque et le fonds africain de développement enfin devraient mobiliser davantage de financement en faveur de ces produits.

- La France a toujours soutenu le principe d'une aide substantielle des communautés européennes aux Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle s'emploiera, je vous le dis, avec ses partenaires européens, à poursuivre cet effort, et s'efforcera en particulier de permettre au Stabex de jouer pleinement son rôle en 1988.\

Mais, au coeur de ces préoccupations, reste, comme vient encore de le montrer le sommet de l'OUA, il y a quelques jours, le problème de la dette. L'endettement international des pays en développement a dépassé le seuil des mille milliards de dollars, même si son rythme d'augmentation s'est sensiblement ralenti au cours des trois dernières années, sous l'effet notamment des programmes d'ajustement mis en oeuvre par les pays en cause. Moins que jamais il ne faut céder à la lassitude et au découragement. Certains sont parfois tentés de recourir à des solutions unilatérales, croyant ainsi en finir avec la dette. Ce ne sont là, à mon sens, qu'illusions car tout schéma unilatéral fait courir au pays concerné le risque d'un isolement au sein de la communauté financière internationale en le privant d'une partie du soutien financier qui lui sera ultérieurement nécessaire.

- Au demeurant, il faut bien voir comment les choses se passent. Comment concevoir qu'un pays qui se serait affranchi unilatéralement de ses obligations, puisse bénéficier du même traitement que ceux qui ont courageusement accepté les sacrifices de l'ajustement.

- Le traitement de la dette doit relever, dans notre intérêt à tous, de la confiance et de la concertation. Ce qui donne tout son sens à une réunion comme celle-ci. Les trois grands principes qui fondaient la stratégie du développement agréée à Séoul, en 1985, il n'y a pas si longtemps, conservent toute leur valeur. D'une part, l'ajustement des pays endettés doit se faire par la croissance et non par la contraction du pouvoir d'achat. D'autre part, en matière d'endettement chaque pays représente un cas unique, qui appelle des solutions particulières. Je le répète, même si les problèmes sont le plus souvent de -nature comparable, chaque économie les subit d'une manière distincte. Enfin et surtout la solution des problèmes d'endettement implique l'effort concerté de l'ensemble de la communauté internationale, le pays débiteur doit être soutenu dans son effort de redressement par les institutions multilatérales, les gouvernements des pays créanciers et les banques commerciales.

- La mise en oeuvre de cette stratégie exige du temps et beaucoup de persévérance. Des programmes d'ajustement déjà entrepris par les pays africains ne peuvent, hélas, porter leurs - fruits immédiatement et les financements extérieurs destinés à les soutenir sont bien longs à mobiliser. Or, c'est précisément aux pays les plus pauvres que le temps et les financements manquent le plus, et c'est donc à eux que la France doit accorder une attention spéciale.\

` Suite sur la dette extérieure des pays en voie de développement `

- Les propositions françaises formulées à Washington au mois d'avril, et au mois de mai dernier, à l'intention de ces pays les plus pauvres, et notamment les pays d'Afrique sub-saharienne, visent à alléger le poids de leurs dettes et à leur allouer des flux supplémentaires de ressources, celles que je disais tout à l'heure : les ressources concessionnelles, c'est-à-dire à bas taux d'intérêt et à longue durée de remboursement, notamment pour compenser les pertes de recettes qui résultent de la dégradation des cours des matières premières.

- Je vous rappelle que ces propositions ont utilement nourri les réflexions du sommet des pays industrialisés de Venise, ainsi que les débats ultérieurs au sein du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

- Certaines d'entre elles ont, au demeurant, connu un début de mise en oeuvre. Plusieurs pays d'Afrique ont bénéficié dans leurs négociations de rééchelonnement, avec le Club de Paris, d'un allongement important de la période de remboursement des montants consolidés et de la période de grâce. Je note que depuis le début de cette année, le Club de Paris a rééchelonné près de dix milliards de dollars de dettes africaines dont près d'un tiers étaient dues à la France. Certes, vous l'avez compris, le rééchelonnement n'est pas en soi une solution au problème de la dette, mais il est destiné à offrir aux pays en cause le répit qui lui est nécessaire pour engager le redressement des économies.

- Il faut aussi, pour les pays les plus pauvres, des financements supplémentaires, et je le dis parce que mon pays en est depuis longtemps convaincu. Les pays d'Afrique sub-sahariens sont déjà les destinataires privilégiés de l'aide bilatérale, nous avons cette année encore accru de 50 % les engagements en dons du Fonds d'aide et de coopération, majoré de plus de 12 %, les crédits à taux occasionnel de la Caisse centrale de coopération économique et augmenté notre aide hors projet. De même, la France déploie tous ses efforts pour que l'Afrique bénéficie d'une plus grande solidarité de la communauté internationale à travers les concours accrus du FMI et de la Banque mondiale dont le capital doit être bientôt augmenté ainsi que du Fonds européen de développement. Mon pays a pris aussi une part très active à la décision des ministres des Douze qui viennent d'approuver un programme d'urgence de 100 millions d'écus en faveur des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés de l'Afrique sub-saharienne avec pour objectif de pallier la pénurie de devises qui les frappe.)

` Suite sur l'aide française au développement `

- La liste, comme cela, s'allonge. Je ne dis pas cela pour vanter ou flatter les mérites de la France, les mérites sont partagés, nous formons entre nous une bonne communauté d'Etats qui se comprennent bien, mais il faut qu'il soit clair que lorsque l'on constate le refus, l'éloignement ou l'indifférence du plus grand nombre des grands Etats industrialisés seuls en mesure par leur accord général de modifier le cours des choses, il ne faut pas se retourner du côté de la France comme si elle portait une part de responsabilité dans cette grave absence des principaux responsables de l'économie mondiale. Rappelez-vous que la France a été l'un des artisans du Fonds spécial pour l'Afrique de la Banque mondiale, qu'elle vient encore de prendre sa part à la négociation sur la cinquième reconstitution du Fonds africain de développement qui se verra doté pour 3 ans de 2 milliards 250 millions d'unités de compte de ressources nouvelles, soit une augmentation de 50 % par rapport à la période triennale précédente et de même qu'a été prévu, dès maintenant, en accord avec la Banque mondiale et 16 autres pays donateurs d'ouvrir de nouvelles ressources pour la mise en place d'un projet d'assistance spéciale qui accroîtra de 3 milliards de dollars sur 3 ans cette aide concessionnelle en faveur des pays à faibles revenus, fortement endettés, engagés dans une restructuration de leur économie.

- Je voudrais encore apporter quelques éléments d'appréciation : l'entier soutien que nous apportons à la proposition formulée par le directeur général du Fonds monétaire international d'accroître substantiellement les ressources de la facilité d'ajustement structurel dont 60 % des concours ont été jusqu'ici destinés à l'Afrique et il s'agit là d'un enjeu majeur à nos yeux, et nous avons déjà indiqué que nous sommes prêts à contribuer à hauteur de 500 millions de dollars sur trois ans au triplement de ces ressources.

- Je noterai, enfin, que la France se réjouit, d'ores et déjà, de pouvoir accueillir en 1990 la Conférence des Nations unies qui examinera l'état des réalisations en faveur des pays les moins avancés.\

Mais, voyez-vous, pour toutes ces démarches le temps presse et le concours de toutes les énergies en Afrique et hors d'Afrique, se révèle indispensable au succès de l'immense entreprise à laquelle nous sommes attachés. Car il faut à la fois lutter contre les fléaux naturels, il faut orienter les hommes vers les activités productives d'avenir, promouvoir les investissements, diversifier les ressources, mieux maîtriser la démographie comme les enjeux technologiques, renforcer les potentialités agricoles et, vous en comprenez l'importance, assurer l'autosuffisance alimentaire. Cette énumération pourrait apparaître aux profanes fastidieuse si derrière ces mots, ne se profilait de façon de plus en plus précise la menace de la récession et si n'était en cause le sort de millions et de millions d'êtres humains, femmes, hommes, enfants qui voient, dans le même temps, s'acharner contre eux les malheurs créés par l'homme lui-même.

- Je veux dire les tragédies engendrées par la violence, le dogmatisme, la haine, avec leurs longs cortèges de malheurs et de détresse. Mais enfin parmi les malheurs engendrés par l'homme lui-même, qui ne voit au premier rang de ces drames celui de l'Afrique australe, alors que le continent africain devrait pouvoir consacrer toute son énergie, toutes ses ressources au développement et à l'amélioration du sort de ses populations, voilà que cette région voit ses moyens et ses efforts détournés par la survivance d'un système anachronique et insupportable : l'apartheid. Comment accepter la pratique d'une ségrégation institutionnalisée dans un pays qui depuis plus de 3 siècles abrite Noirs et Blancs ? Comment justifier le refus persistant des dirigeants de Prétoria de reconnaître sur le plan économique et politique l'apport de leurs compatriotes de couleur à la prospérité de la nation sud-africaine ? Comment admettre le maintien d'un état d'urgence qui sert avant tout à masquer les atteintes à la liberté et qui accroît les affrontements ? Au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, l'instabilité, la guerre civile, le non respect de l'intégrité territoriale des Etats voisins, pour la Namibie et la volonté clairement exprimée de la Communauté des Nations, les menaces et les actes d'agression font d'une région qui devrait être un pôle majeur de développement une zone de convulsion, de destruction et de misère.

- La France est solidaire du continent africain tout entier. Elle entend contribuer à apaiser autant qu'il lui est possible, les tensions dans cette région et à rechercher des solutions à la crise grâce aux contacts qu'elle a su maintenir avec les Etats de la zone qui ont été singulièrement renforcés, en septembre dernier, à l'occasion de la visite des présidents Dos Santos, et Chissano à Paris. Je crois que nous possédons la capacité de jouer ce rôle, même si bien entendu il appartient aux Etats souverains d'Afrique australe d'aménager eux-mêmes les objectifs qui leur paraissent préférables. Par l'aide qu'elle apporte en Afrique du Sud aux victimes de l'apartheid, par le soutien accordé aux pays de la ligne de front, tant sur le plan bilatéral qu'à travers leurs organisation régionale, la conférence pour la coordination de développement des pays d'Afrique australe, et par sa participation au Fonds Africa, la France se dresse fidèle à ses principes et à ses traditions contre l'injustice.

- Elle continuera d'appeler au dialogue, au respect de l'autre, à l'arrêt de la violence afin que les chances de l'Afrique australe et du continent tout entier ne soient pas plus longtemps bafouées. Et je suis sensible - nous sommes sensibles - nous tous les responsables de la France à la présence parmi nous d'éminents représentants des pays en question.\

Mais d'autres conflits ensanglantent le continent notamment dans la corne de l'Afrique, au Sahara occidental, au Tchad, je ne puis allonger excessivement cet exposé et traiter de chacun des sujets que je viens d'évoquer. Je voudrais m'arrêter un moment quand même sur l'affaire du Tchad.

- Depuis notre dernière rencontre et plus particulièrement depuis le milieu de cette année la situation au Tchad s'est substantiellement et heureusement modifiée. Conçue avec adresse, réalisée avec audace, la reconquête par les forces armées nationales tchadiennes de l'intégralité du Borkou, de l'Ennedi, du Tibesti a permis aux Tchadiens de faire progresser leur pays sur le chemin de l'unité

chemin de la paix.

- Lorsqu'il est venu en visite officielle en France en juillet dernier, j'ai eu l'occasion de dire au Président Hissène Habré le jugement que nous portions sur l'oeuvre de libération qu'il a dirigée et menée à bien avec ses troupes et je sais bien qu'il tient lui-même le plus grand compte du - concours apporté par la France. Grâce en tout cas à cette reconquête, la situation faite à ce pays s'est naturellement redressée sans qu'elle soit tout à fait réglée. Les résultats ne peuvent être complets tant qu'ils seront précaires. Ce n'est plus la guerre, ce n'est pas encore la paix, cette paix à laquelle aspire tant le peuple tchadien. Un espoir est apparu cependant que je veux souligner car c'est à l'OUA qu'on le doit et notamment à l'action personnelle d'un certain nombre de hautes personnalités - j'en saluerai seulement quelques-unes, le Président Kaunda bien entendu, messieurs les Présidents Bongo, Diouf, Sassou N'Guesso sans vouloir négliger les autres apports si utiles. Leurs efforts, qui ont abouti en septembre en Zambie et qui doivent conduire normalement en janvier au Sénégal à une nouvelle réunion des Chefs d'Etats des pays membres du Comité ad-hoc de votre organisation continentale, ont permis de faire les premiers pas sur le chemin indispensable d'un règlement pacifique du différend qui oppose le Tchad à la Libye, c'est ainsi que j'ai écrit les choses mais je dirai qui opposent la Libye au Tchad parce que le Tchad ne demande rien d'autre que la paix à l'intérieur de ses frontières, paix qui ne doit pas être troublée qu'aux agressions et aux incursions dont il est ou a été victime. L'oeuvre -entreprise par l'OUA doit plus que jamais être épaulée et soutenue, toutes les chances doivent être données à la paix et rien ne doit venir la contrarier. En tout cas, c'est dans ce sens qu'agira constamment la France. Tant que cette paix n'aura pas été atteinte de manière certaine et par des voies indiscutables, le Tchad sera empêché de consacrer ses forces à ses tâches de développement alors que les besoins de ce pays sont immenses et nous ne pouvons pas nous résigner à l'injustice qui lui est faite. C'est pourquoi la France continuera de lui apporter son -concours dans tous les domaines où cela sera nécessaire.\

Notre détermination à aider le Tchad n'a d'égal que notre désir de favoriser les chances de paix et l'établissement de relations de bon voisinage entre tous les pays de la région. Nous n'avons jamais eu pour nous (pourquoi en aurions-nous eu ?) d'intentions agressives à l'égard de quiconque. Mais nous connaissons nos devoirs et nos responsabilités nous les remplissons. Ce qui est certain, c'est qu'un monde plus stable, plus solidaire doit aussi être un monde plus sûr et qu'à l'heure où les rapports entre les grandes puissances tendent à s'améliorer, les conflits régionaux n'ont que trop duré.

- Qu'il me soit permis d'évoquer ici l'heureux aboutissement d'un de ceux qui avait fait l'objet de nos préoccupations ces dernières années. Le Burkina Faso et le Mali ont eu la sagesse de recourir à l'entremise de la Cour internationale de justice de La Haye et ils ont trouvé à la fin de l'année 1986 une issue au débat frontalier qui les avait opposés. Je répète cela est dû à la sagesse de quelques-uns que je tiens à remercier. L'honneur et la dignité, le respect du droit ont été assumés. Je tiens en me retournant vers le Président du Mali à lui en rendre témoignage.

- Que soient ici remerciés ceux qui ont accompagné, encouragé tous les processus de paix en Afrique même s'il reste encore des situations aiguës conflictuelles.\

Messieurs les Présidents, madame, messieurs, l'Afrique, ai-je encore besoin de le souligner avant de conclure, est une des grandes priorités de politique étrangère de la France. La qualité des relations entre nous et d'autre part l'intérêt naturel que portent les Français à l'Afrique nous ont permis de nourrir des rapports privilégiés, une solidarité comme il existe peu d'exemples au monde. De cette singularité naturellement résultent des obligations qui sont, dans le temps présent, surtout d'ordre économique. Dans toutes les enceintes internationales, la France plaide en faveur de nos Etats amis. Elle est je puis le dire le pays qui fournit le plus grand, le plus rude effort pour contribuer à ce développement. Nous assumons nos responsabilités dans tous les domaines. Ce langage, vous me direz "mais ce n'est pas la première fois que nous l'entendons" et cette remarque pourrait être un compliment. Elle pourrait signifier un reproche dans la mesure où vous ajouteriez "comme nous l'entendons depuis longtemps" £ cela démontre que les problèmes sont loin d'être résolus. Nous sommes unis dans cet affrontement pacifique avec d'autres pays pour parvenir d'une même voix à les convaincre qu'ils font fausse route, en

restreignant leur démarche pour hâter la fin d'une crise. J'ai dit ce que j'avais à dire à ce sujet. Il est un devoir supérieur auquel la France se plie mais qui n'a pas encore été entièrement compris par quelques grands partenaires. Et c'est pour cela que nous nous répèterons sans cesse avec de plus en plus de force. Car nous ne connaissons pas la lassitude dans ce combat, c'est parce que j'aurai dit ici à Antibes, comme le diront le Président Eyadema, le Président Mobutu et beaucoup d'autres au cours de la séance de cet après-midi, c'est parce que nous aurons crié à la face du monde ces nécessités primordiales qui s'imposent, que l'on finira par nous entendre comme on a commencé de le faire.

- Nous étions récemment, je l'ai dit, à Venise, lors du dernier Sommet des grands pays industrialisés : "les Sept" et la voix de ses représentants, le Premier ministre qui dirige le gouvernement de la France ` Jacques Chirac ` , le ministre de l'économie et des finances ` Edouard Balladur ` , moi-même. Nous avons sans cesse rappelé à nos partenaires qu'il convenait d'en revenir aux lois très simples antérieurement définies, parmi lesquelles la ligne des 0,7 % du Produit national brut, comme élément en pourcentage minimum de ce qu'il conviendrait de faire pour hâter le développement. Et nous avons constaté, une fois de plus, que la France, parmi les sept pays en cause, se trouvait proche maintenant de ces 0,7 % tandis que plusieurs d'entre eux, les plus fortunés, ne dépassaient pas 0,20 - 0,25 %. Quand on sait qu'il suffirait que le niveau de ces pays atteigne le niveau de la France pour régler déjà pour une large part la crise actuelle on comprend l'importance du sujet.\

Je ne veux pas m'attarder, ou vous attarder, sur quelques problèmes particuliers, mais je veux dire juste un mot des responsabilités particulières qui sont les nôtres, pour la plupart d'entre nous, sur le -plan culturel. D'abord, vis-à-vis de ceux qui parlent notre langue, le français. On connaît de ce point de vue, le poids de l'Afrique. Nous nous sommes réunis à Québec, dans le -cadre de la francophonie. Je m'en réjouis. Et nous ne négligerons pas pour autant l'apport de ceux qui, anglophones, lusophones, hispanophones, inscrits ou non dans un environnement francophone, ont la volonté, comme c'est le cas aujourd'hui, de poursuivre avec nous et avec ceux qui parlent notre langue, un fructueux dialogue des cultures. Je vous en remercie, madame et messieurs, qui êtes venus de si loin pour en apporter une preuve supplémentaire.

- C'est une vérité, une évidence, que de rappeler ici que le monde change vite, que les valeurs sont sans cesse remises en question. Que la morale elle-même doit inventer des réponses à de nouveaux défis. Eh bien ! notre dessein, qui est aussi notre obligation, est de faire en sorte que nos enfants, nos petits-enfants, les générations qui viennent soient fiers de l'héritage. Parce que nous aurons su mobiliser en temps voulu les forces créatrices parce que nous aurons su réunir les chances d'épanouissement que nous voulons en commun et qui représentent notre intérêt fondamental.

- Voilà, monsieur le Président, madame, messieurs, les quelques idées dont je voulais vous faire part. Nous avançons dans un débat, nos travaux sont ouverts, je vous remercie une fois de plus pour votre présence, pour votre -concours, pour votre attention. Je souhaite la réussite de notre réunion et je vais maintenant écouter avec vous, avec vraiment amitié et intérêt, ce que les Présidents Eyadema et Mobutu exprimeront ce matin, avant de prendre part avec eux aux débats de la séance plénière de cet après-midi.

- Comment conclure autrement que par ces mots rituels mais dont la signification reste pour moi entière.

- Vive l'Afrique,

- Vive la France,

- Vive l'amitié franco-africaine.\